

## ACTUALITE

### Russie, Ukraine, UE et Etats-Unis : tensions, sanctions et énergie

Après le référendum très contesté en **Crimée** et le rattachement à la **Russie** de ce "pays indépendant", les **Etats-Unis** et l'**Union européenne** ont haussé le ton et annoncé des sanctions à l'encontre de Moscou. Ces "*mesures restrictives*", pour reprendre l'expression officielle de Bruxelles, portent pour l'essentiel sur des aspects politiques et diplomatiques avec le refus de participer aux travaux du **G8** et la non délivrance de visas pour plusieurs personnalités russes et ukrainiennes. De plus, ces mêmes personnalités verront leurs avoirs gelés dans les pays concernés, si elles en ont et si elles ne les ont pas déjà déplacés. En bref, Washington et Bruxelles ont déroulé l'arsenal classique des sanctions tout en laissant entendre que les choses sérieuses pourraient commencer si la Russie allait plus loin, c'est-à-dire ne se contentait pas de la Crimée.

Il ne s'agit pas ici de traiter par le mépris ce type de sanctions, qui peuvent avoir quelques vertus sous certaines conditions, même si le président Vladimir Poutine n'a pas paru terrorisé. Il ne faut pas sous-estimer non plus l'impact de telles tensions sur les milieux financiers internationaux, sur les mouvements de capitaux vers et à partir de la Russie et sur la valeur boursière de certaines sociétés russes. De ce point de vue, les sanctions décrétées par les Etats-Unis vont, sans surprise, plus loin que celles décidées de l'autre côté de l'Atlantique. Cela dit, l'essentiel est potentiellement ailleurs.

Lors de sa réunion des 20 et 21 mars, le **Conseil européen** a demandé que soit achevé d'ici à 2014 le  **marché intérieur de l'énergie** et le **développement des interconnexions** "*de manière à mettre fin d'ici 2015 à toute situation d'isolement d'un Etat membre par rapport aux réseaux européens de gaz et d'électricité*", d'assurer "*une mise en œuvre effective et cohérente du troisième paquet "Energie" par tous les acteurs du marché énergétique européen*" et de "*s'attacher à mettre en place des conditions de concurrence équitables pour les entreprises opérant sur le territoire de l'UE*". Les efforts visant à réduire les taux élevés de dépendance au gaz en Europe devraient être intensifiés.

Ces conclusions correspondaient au point de l'ordre du jour sur climat et énergie et non à celui sur l'Ukraine. Mais il est permis de faire une lecture très politique des citations ci-dessus. Au cas, improbable, où ce ne serait pas assez clair, citons également le passage suivant : "*Le Conseil européen invite la Commission à réaliser une étude approfondie de la sécurité énergétique de l'UE et à présenter d'ici juin 2014 un plan global de réduction de la dépendance énergétique de l'UE. Il devrait ressortir de ce plan que l'UE doit accélérer encore la diversification de son approvisionnement énergétique, accroître son pouvoir de négociation et son efficacité énergétique, poursuivre le développement des sources d'énergie renouvelables et des autres sources énergétiques locales et coordonner le développement des infrastructures de manière durable afin de favoriser cette diversification, notamment par le développement d'interconnexions. Ces interconnexions devraient aussi inclure la péninsule ibérique et la zone méditerranéenne. Le cas échéant, il convient également de développer des interconnexions avec des pays tiers. Les États membres feront preuve de solidarité en cas de perturbations soudaines de l'approvisionnement énergétique dans l'un ou plusieurs d'entre eux. En outre, des mesures supplémentaires devraient être prises en vue de soutenir le développement du corridor Sud, y compris d'autres embranchements à travers l'Europe orientale, d'examiner des moyens permettant de faciliter les exportations de gaz naturel d'Amérique du Nord vers l'UE et de réfléchir à la meilleure manière d'en tenir compte dans le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, et d'accroître la transparence des accords intergouvernementaux dans le domaine de l'énergie*".

Le mot Russie ne figure pas une seule fois dans ce texte mais on le lit en filigrane à chaque ligne. Bien sûr, les déclarations et intentions ne garantissent pas que de telles politiques seront appliquées. Mais, si l'UE était sérieuse à cet égard, **Gazprom** et le Kremlin comprendraient le message.

Francis Perrin